



Opération : OPERA BASTILLE - Toitures

Objet du marché : **Accord-cadre (à bons de commande, mono-attributaire) de fournitures et de services pour la fourniture, la pose et la maintenance de capteurs acoustiques et vibratoires pour le suivi acoustique du chantier de rénovation des toitures de l'Opéra Bastille/ Analyse des données**

Titulaire : **(à préciser)**

N° de marché : **(à préciser)**

Cahier des Charges Particulières (CCP)

Date : **Janvier 2025**

S O M M A I R E

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 - Objet de l'accord-cadre	4
1.2 - Intervenants	7
1.3 - Forme et durée de l'accord-cadre	10
1.4 - Décomposition en lots et en tranches – variantes	10
1.4.1 - Allotissement	10
1.4.2 - Tranches optionnelles	10
1.4.3 - Variantes	10
1.5 - Produits nouveaux	11
1.6 - Etiquetage des produits	11
1.7 - Fourniture d'échantillons	11
1.8 - Articles du marché	11
1.9 - Modifications de l'accord-cadre	11
1.10 - Livraisons similaires et supplémentaires.	11
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	12
2.1 - Pièces particulières	12
2.2 - Pièces générales non jointes	12
ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
3.1 - Caractéristiques générales	12
3.2 - Correspondant désigné par le titulaire / l'Oppic	13
3.3 - Obligation de discrétion et de confidentialités	14
3.4 - Conditions et délais de livraison / d'exécution et de remise des documents.	14
1.4.1 - Délais et lieux de livraison	15
1.4.2 - Périodes de livraisons	15
1.4.3 - Prolongation du (des) délai(s) de livraison	15
1.4.4 - Dérogation au principe d'exclusivité du titulaire	16
1.4.5 - Délais service après-vente (SAV)	16
3.5 - Entretien et maintenance	16
3.6 - Installation et montage	16
3.7 - Pénalités	17
3.7.1 - Pénalités de retard	17
3.7.2 - Pénalités pour mauvaise exécution	17
3.7.3 - Pénalités applicables en cas de non-respect de l'article L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail (travail dissimulé)	17
ARTICLE 4 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES SERVICES – VARIATIONS DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES	18
4.1 - Contenu des prix – Règlement des comptes	18
4.1.1 - Contenu des prix	18
4.1.2 - Montant de l'accord-cadre	18
4.1.3 - Règlement des prestations	Erreur ! Signet non défini.
4.1.4 - Modalités du règlement des comptes du marché ou accord-cadre	Erreur ! Signet non défini.
4.2 - Type de prix et modalités de variation des prix - Contenu des prix	19
4.2.1 - Mois d'établissement des prix	19
4.2.2 - Types de prix Modalités du règlement des comptes du marché ou accord-cadre	19
4.2.3 - Modalités de variation	20
ARTICLE 5 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE	20
5.1 - Retenue de garantie	20
5.2 - Avance	20
5.3 - Acomptes sur approvisionnements	20
ARTICLE 6 - VÉRIFICATIONS ET ADMISSION	21
6.1 - Opérations de Vérification	21
Opéra Bastille – Toitures	2
Suivi acoustique du chantier de rénovation des toitures	
CCP	

6.2 - Admission	21
6.3 - Réfaction	21
ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE	21
ARTICLE 8 - ASSURANCES	21
ARTICLE 9 - NATURE DES DROITS ET OBLIGATION	22
9.1 - Garantie Technique	22
9.2 - Maintenance et Evolution Technologique	22
ARTICLE 10 - MARCHANDISES / FOURNITURES REMISES AU TITULAIRE	22
ARTICLE 11 - GARANTIES FINANCIÈRES	22
ARTICLE 12 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU STADE DE L'EXÉCUTION DU MARCHE OU ACCORD-CADRE	22
ARTICLE 13 - DROITS ET LANGUES	23
ARTICLE 14 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE	23
14.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général	23
14.2 - Non-production des documents mentionnés à l'article D. 8222.5 du code du travail	23
14.3 - Non-production des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail	23
14.4 - Non-production de la déclaration de détachement de salariés prévues à l'article L.1262-2.1 du Code du travail et conséquences	23
14.5 - Non-respect des obligations de discrétion et de confidentialité	23
14.6 - Autres cas de résiliation	24
14.7 - Exécution de la prestation aux frais et risques	24
ARTICLE 15 - LITIGES	24
ARTICLE 16 - DEVOIR DE CONSEIL	24
ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS	24

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre mono-attributaire à bons de commande s'inscrit dans le cadre de l'opération de rénovation des toitures-terrasses et couvertures de l'Opéra Bastille, situé au 120 rue de Lyon 75012 Paris.

L'Opéra Bastille, conçu par l'architecte Carlos Ott, a été livré en 1989. Il est localisé au sud de la place de la Bastille dans le 12^{ème} arrondissement de Paris, entre les rues de Lyon et de Charenton.

D'une surface utile de 105 000 m² environ, l'édifice est labellisé « Architecture Contemporaine Remarquable » depuis 2016. Il abrite une salle de spectacle principale de 2745 places, un amphithéâtre de 500 places, un studio de 230 places, des ateliers de fabrications, des salles de répétitions et des locaux administratifs.

En raison du vieillissement normal du bâtiment, de l'obsolescence de ses installations et malgré une politique de maintenance active, des investissements de grosse réparation sont à présent nécessaires pour préserver cet édifice et l'adapter aux contraintes actuelles et à venir.

L'opération a pour objet :

- La rénovation (remise à niveau technique et environnementale) et l'amélioration thermique de l'ensemble des toitures-terrasses étanchées de l'Opéra Bastille d'une surface de toitures d'environ 15 000 m² et de l'ensemble des couvertures de l'établissement, avec une mise en sécurité de l'ensemble des toitures et mise en accessibilité pour le mainteneur du site.



- La rénovation de la verrière de l'atelier de peinture de l'Opéra situé au 5^{ème} niveau et se prolongeant dans les niveaux supérieurs (mezzanines et coursives), de la façade Est du bâtiment. Les pathologies principales aujourd'hui signalées au niveau de cette verrière sont les suivantes : fuites au niveau des toitures et couvertures et surchauffe estivale dans les ateliers de décors. L'opération de rénovation de la verrière de l'atelier de peinture consiste à remplacer la verrière et son occultation solaire en traitant les interfaces TCE avec tous les ouvrages attenants.



A titre informatif, ces travaux seront réalisés en **entreprise générale** dont la désignation est en cours.

Les travaux sont décomposés en 9 lots techniques :

- Lot n°1 : Installations de chantier ;
- Lot n°2 : Etanchéité ;
- Lot n°3 : Couverture ;
- Lot n°4 : Menuiseries / verrière ;
- Lot n°5 : Serrurerie ;
- Lot n°6 : Gros-œuvre ;
- Lot n°7 : Aménagements paysagers ;
- Lot n°8 : Electricité et éclairage ;

- Lot n°9 : Panneaux photovoltaïques.

Le présent marché a pour objet de réaliser un monitoring du chantier. En effet, les travaux auront lieu en site occupé et se dérouleront en parallèle des activités du site en exploitation qui ne sauront être affectés par les travaux (liste non exhaustive) :

- Répétitions du corps de Ballet,
- Répétitions des Chœurs,
- Répétitions de l'Orchestre,
- Répétitions des solistes,
- Représentations,
- Agents,
- Stationnement et raccordement de cars régie pour les captations vidéos des représentations,
- Livraison de décors, etc.

Un des objectifs principaux de ce chantier étant le maintien en fonctionnement des activités de l'Opéra, et des travaux réalisés sans bruit pour les activités artistiques et sensibles de l'opéra durant les périodes d'activités, les principes suivantes s'appliqueront tout au long du chantier.

- Mise à jour du planning d'occupation des espaces sensibles (dont les salles de répétitions) toutes les 4 semaines par l'Opéra National de Paris (ONP).
- Sur la base de ce planning, un phasage mensuel géographique et temporel sera à réaliser par l'entreprise générale afin de limiter les nuisances sonores dans les espaces sensibles en prenant en compte les contraintes énoncées ci-après et de limiter les mises ou sourdine et interruption de chantier.
 - Pendant la saison (du 01/09 au 15/07) :
 - Les activités artistiques démarrant à 10h, en règle générale, les travaux bruyants devront être s'arrêter à 10h au plus tard (voire 9h45 au droit de la salle Liebermann)
 - De rares cas particuliers pourront amener l'ONP à demander l'arrêt des travaux bruyants plus tôt, dans le respect des dispositions prévues au CCAP.
 - A l'inverse, les travaux bruyants pourront ponctuellement dépasser 10h si le planning d'occupation le permet.
 - En inter-saison (du 16/07 au 31/08), les travaux bruyants seront généralement autorisés en journée. Toutefois, certains événements ponctuels pourront amener l'ONP à demander l'arrêt des travaux bruyants, dans le respect des dispositions prévues au CCAP travaux.

Les interruptions de chantiers seront de deux types : mise en sourdine ou arrêt total de chantier. Ces interruptions de chantier (mise en sourdine) pourront être zonées et ne pas concerner tout le site. Les interruptions de chantier peuvent être imposées uniquement par la Maîtrise d'ouvrage, sur ordre du Service bâtiment de l'Opéra National de Paris, ou son représentant.

- Le chantier pourra être passé en mode « sourdine ». Dans ce cas, les travaux pourront perdurer, sous réserve de limiter le bruit pour permettre le maintien des activités de l'opéra. Les entreprises seront tenues de se conformer aux demandes de travaux en sourdine, en adaptant leur calendrier de travaux et les modalités d'exécution, sans que cela donne lieu à une quelconque indemnisation.
- Le chantier pourra être mis à l'arrêt totalement. Les interruptions seront obligatoirement consignées à l'entreprise générale par ordres de services établis par le seul représentant du Maître d'ouvrage. Un état contradictoire avec attachements reconnus par le Maître d'œuvre sera établi.

L'OPPIC a missionné un AMO acoustique, le BET LASA, ayant pour mission de produire une note de gestion sonore du chantier (annexe n°3 au présent CCP) qui a été annexée au CCAP du Dossier de Consultation des Entreprises travaux et de mettre en place un contrôle des niveaux sonores lors du chantier afin d'objectiver les nuisances réelles et imposer des limites contractuelles de non-dépassement à l'entreprise.

Le maître d'ouvrage souhaite mettre en place un système d'évaluation acoustique continu dans l'environnement de l'Opéra Bastille. Concrètement, le titulaire devra fournir des capteurs acoustiques et vibratoires sur les toitures qui pourront être déplacés selon le phasage des travaux dans des zones déterminées par l'OPC interface-acoustique.

Ainsi, les prestations demandées dans le cadre du monitoring du chantier sont les suivantes :

- La définition des seuils acoustiques et vibratoires, en concertation avec la maîtrise d'œuvre, l'OPC interface-acoustique, la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'ouvrage déléguée, ainsi que la définition du processus d'alerte : envoi de SMS/email en cas de dépassement des seuils définis,
- La livraison, installation (pose), câblage, raccordement, paramétrage et mise en service de capteurs acoustiques et vibratoires après définition des emplacements, en accord avec la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'ouvrage déléguée,
- Le déclenchement d'un enregistrement audio en cas de dépassement des seuils définis,
- La production d'un rapport d'analyse des données acoustiques et vibratoires décrivant les données enregistrées ainsi qu'une analyse de l'origine de la nuisance,
- L'entretien et la maintenance de l'ensemble du matériel ainsi que tous les supports et équipements nécessaires à leur bon fonctionnement,
- Leur remplacement ou leur réparation en cas de besoins,
- La mise en place d'un logiciel de suivi en temps réel des données,
- Le déplacement des capteurs selon le phasage des travaux en lien avec la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'ouvrage déléguée, l'OPC interface-acoustique et l'entreprise de travaux.

Les outils et le matériel nécessaires au suivi acoustique seront fournis par le prestataire et resteront sous sa pleine et entière propriété et responsabilité. Les capteurs acoustiques devront permettre un suivi acoustique permanent avec alimentation autonome et envoi de données automatiques 7j/7j et 24h/24h.

Des réunions sont prévues tout au long de l'exécution du marché et des rapports sont à remettre par le titulaire.

Au fur et à mesure des besoins, des bons de commande seront établis et notifiés au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur, via courriel.

Ils préciseront les prestations à réaliser au regard des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix, en annexe n°2 du marché.

Au démarrage du chantier, et lors de la période de préparation, un planning travaux sera réalisé par l'entreprise générale sur la base du planning DCE. Les mises à jour devront être prises en compte par le titulaire). Un pointage hebdomadaire du planning sera effectué par l'entreprise générale en lien avec le pilote interface-acoustique.

Les capteurs acoustiques et vibratoires devront être déplacés selon le phasage travaux qui sera établi.

Les bons de commande seront assortis d'un délai de réalisation des mesures de prélèvements concernés.

Ce délai comprendra l'ensemble des prestations à réaliser : compris analyses, diffusion par mail des résultats puis du rapport d'analyse suivant les délais indiqués ci-dessous :

	Missions	Délais de réalisation
1	Fourniture et pose d'un capteur acoustique pour 15 mois	1 semaine à compter de la notification de la maîtrise d'ouvrage
2	Fourniture et pose d'un capteur vibratoire pour 15 mois	1 semaine à compter de la notification de la maîtrise d'ouvrage
3	Réparation d'un capteur acoustique	48h à compter de la notification de la maîtrise d'ouvrage

4	Réparation d'un capteur vibratoire	48h à compter de la notification de la maîtrise d'ouvrage
5	Déplacement d'un capteur suivant phasage travaux	1 semaine à compter de la notification de la maîtrise d'ouvrage
6	Transmission d'un rapport d'analyse mensuel sur les données acoustiques (période d'analyse de 1 mois)	5 jours ouvrés à compter de la notification de la maîtrise d'ouvrage
7	Transmission d'un rapport d'analyse supplémentaire sur les données acoustiques (période d'analyse de 1 mois)	5 jours ouvrés à compter de la notification de la maîtrise d'ouvrage
8	Prolongation de la location d'un capteur de 1 mois	48h à compter de la notification de la maîtrise d'ouvrage
9	Remplacement d'un capteur acoustique	48h à compter de la notification de la maîtrise d'ouvrage
10	Remplacement d'un capteur vibratoire	48h à compter de la notification de la maîtrise d'ouvrage
11	Mise en place d'un logiciel de suivi des données en temps réel pour 15 mois	1 semaine à compter de la notification de la maîtrise d'ouvrage
12	Prolongation des accès au logiciel de 1 mois	1 semaine à compter de la notification de la maîtrise d'ouvrage

Sauf stipulation contraire portée dans le bon de commande, le délai d'exécution du bon de commande court à compter de sa date de notification au titulaire.

La quantité estimée des services à fournir est précisée dans le scénario de commande (DQE).

La notification du marché de l'entreprise générale est prévue courant février 2025. La période de préparation débute le 1^{er} mars 2025 avec un démarrage des travaux le 1^{er} juin 2025.

La durée des travaux est de 19 mois (y compris 3 mois de préparation).

A défaut d'indication du domicile élu par le titulaire, à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie du lieu des travaux et ce jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au représentant du pouvoir adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 - Intervenants

- Maître d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage est l'Opéra National de Paris (ONP) – 120 rue de Lyon – 75012 Paris.

- Maître d'ouvrage délégué :

Le maître d'ouvrage mandataire est l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC) – 30 rue du château des rentiers – CS61336 – 75647 Paris cedex 13 par convention de mandat en date du 11 janvier 2023, complétée par son avenant n°1 en date du 17 décembre 2024.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le maître d'ouvrage » ou « le pouvoir adjudicateur ».

Représentant du pouvoir adjudicateur habilité à donner les renseignements prévus par les articles R. 2191-60 et 61 du Code de la commande publique : Le Président de l'OPPIC

Comptable assignataire des paiements : Mme l'Agent comptable de l'OPPIC

Ordonnateur : Le Président de l'OPPIC

- Maîtrise d'œuvre :

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement d'entreprises suivant :

- Le bureau d'étude technique étanchéité/couverture S.E.C.C. (mandataire du groupement)
43 Avenue Louis Luc
94600 CHOISY-LE-ROI
- L'agence d'architectes Clé Millet International
21b Rue de Bièvre
75005 PARIS

Ci-après dénommé « le maître d'œuvre ».

La mission du groupement de maître d'œuvre comprend la conception technique et le suivi des travaux de rénovation (remise à niveau technique et environnementale) de l'ensemble des toitures étanchées d'une surface de toiture d'environ 15 000m².

Les prestations confiées au groupement de maître d'œuvre comprennent également les missions complémentaires suivantes :

- Une mission d'assistance à la réalisation des diagnostics complémentaires de l'existant,
- Une mission acoustique,
- Une mission thermique,
- Une mission BET étanchéité,
- Une mission économiste de la construction.

Il est confié au maître d'œuvre une mission de base au sens de l'article R. 2431-5 (réhabilitation) du Code de la commande publique complété par les missions complémentaires suivantes : assistance à la réalisation des diagnostics complémentaires.

- Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé :

L'opération est soumise aux dispositions fixées par les articles L. 4532-2 et suivants du Code du travail et ses décrets d'application.

A ce titre, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera confiée à un organisme agréé. La mission relève de la 2ème catégorie au sens de l'article R. 4532-1 du Code du travail et sera rémunérée par le pouvoir adjudicateur.

La mission concernée est en application des articles R. 4532-20 à -22 du Code du travail. La mission de coordination sécurité et protection de la santé (C.S.P.S.) porte à la fois sur les phases études, de réalisation et de réception des travaux et sera rémunérée par le maître d'ouvrage.

La mission de coordonnateur est assurée par :

Mme Mathilde Bonté

COSSEC

16, Rue de la Maison Rouge
77185 LOGNES

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "CSPS".

- OPC interface-acoustique : en cours de désignation.

Rôle :

- Lien entre les travaux suivis par l'ONP et le chantier de rénovation des toitures-terrasses ;
- Suivi des plannings des répétitions de l'ONP en lien avec l'entreprise générale des travaux des toitures-terrasses.

Le pilote interface acoustique sera un contact privilégié du titulaire du présent accord-cadre. Celui-ci déterminera notamment les dates de déplacement des capteurs acoustiques et vibratoires ainsi que les modalités d'accès pour la pose.

- Bureau de contrôle technique :

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L. 111-23 et suivants et les articles R. 111-29 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

La mission de Contrôleur technique est assurée par :

La société POINT CONTROLES

1 Allée Emile Cohl

77200 TORCY

Représentée par Mr KOUEMO.

bruno.kouemo@pointcontroles.fr

Les missions confiées au contrôleur technique pour la présente opération sont les suivantes :

Mission de base :

- Mission L
- Mission S

Et en option :

- Mission LE
- Mission P1
- Mission Ph
- Mission Th
- Mission HAND
- Etats récapitulatifs des avis émis

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le Contrôleur Technique".

Le Contrôleur technique est rémunéré par le maître d'ouvrage.

- AMO environnement :

Le maître d'ouvrage s'est assuré le concours d'une assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi environnemental de l'opération (suivi du réemploi, de la charte chantier vert/faibles nuisances, du programme environnemental et de la démarche BDF).

La mission est assurée par :

TERAO

37 Rue de Lyon

PARIS 75012

Représenté par Mr VAMPOUILLE.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « l'AMO environnemental ».

L'AMO est rémunéré par le maître d'ouvrage.

1.3 - Forme et durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre de fournitures et de services est passé :

- ➔ Selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique,
- ➔ Sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, mono-attributaire, prévu aux articles R 2162-1 à R 2162-6 du CCP avec :

- **Un maximum de commande de 142 000,00 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre.**

L'accord-cadre sera conclu pour une durée de 17 mois à compter de sa date de notification, hors délais de garantie.

L'accord-cadre est reconductible une (1) fois tacitement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas s'opposer à cette reconduction.

Les délais de garantie sont fermes pour la durée prévue du présent accord-cadre.

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG-FCS, aucun ordre de service ne sera adressé au titulaire.

Les prestations feront l'objet de bons de commande notifiés par le responsable du pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précisera :

- Les références de l'accord-cadre ;
- La nature et la description des fournitures demandées ;
- Les délais de livraison ;
- Les lieux de livraison et éventuelles observations ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le montant du bon de commande, précisant les références de prix ;

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de la validité du présent accord-cadre.

1.4 - Décomposition en lots et en tranches – variantes

1.4.1 - Allotissement

Sans objet.

Conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre n'est pas alloti, dans la mesure où son objet ne permet pas d'identifier des prestations distinctes.

1.4.2 - Tranches optionnelles

Sans objet.

1.4.3 - Variantes

Variantes imposées

Il n'est pas prévu de variante imposée.

Variantes libres

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

1.5 - Produits nouveaux

Le titulaire a obligation d'assurer la pérennité des produits désignés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre, tout au long de la durée de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où de nouveaux produits, de même nature que ceux prévus dans le cadre du marché, viendraient à être commercialisés en cours de contrat par son titulaire soit en substitution d'articles à l'initiative du fabricant ou dont l'utilisation ne serait plus possible par suite d'une interdiction de mise en vente résultant des dispositions applicables en matière de sécurité et santé publique ou de protection de l'environnement, il pourra être procédé à la passation d'un avenant pour intégrer les nouveaux produits au marché.

La substitution du produit sera soumise à l'accord du Pouvoir Adjudicateur. Le titulaire l'informera, par courrier recommandé avec accusé réception, de la nature des changements intervenant sur le produit. Le nouveau produit devra être de qualité au moins égale ou supérieure à celle du produit indiqué au BPU. Le prix de l'article de substitution ne devra pas être supérieur à celui indiqué au BPU.

1.6 - Etiquetage des produits

Les mobiliers fournis devront porter une étiquette collée, de dimension adaptée, comportant l'ensemble des mentions obligatoires en manière de sécurité en particulier et indiquant le nom du titulaire. Le mode d'emploi sera remis au moment de la livraison.

1.7 - Fourniture d'échantillons

Sans objet.

1.8 - Articles du marché

La liste des articles pouvant être commandés dans le cadre du présent marché n'est pas limitative, elle se compose des produits répertoriés dans son Bordereau des Prix Unitaires mais également aux fournitures, de même nature, du catalogue du titulaire.

Un devis sera demandé par le pouvoir adjudicateur pour le mobilier hors BPU. Il devra être remis dans un délai maximum de 5 jours ouvrés suivant la demande par courriel. Le devis devra indiquer le détail des prix, les références et un total récapitulatif.

1.9 - Modifications de l'accord-cadre

L'accord-cadre pourra être modifié dans les cas prévus aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

1.10 - Livraisons similaires et supplémentaires

En application de l'article R. 2122-4 du Code de la Commande Publique, des marchés complémentaires de fournitures pourront être passés avec le titulaire.

Il s'agira de marchés qui seront exécutés par le titulaire du marché initial et qui seront destinés soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations d'usage courant, soit à l'extension d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait le pouvoir adjudicateur à acquérir un matériel de technique différente entraînant une incompatibilité avec le matériel déjà acquis ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées.

La durée de ces marchés complémentaires, périodes de reconduction comprises, ne pourra dépasser trois ans. Le montant total du marché, livraisons complémentaires comprises, ne pourra être égal ou supérieur aux seuils de procédure formalisée définis à l'article R. 2124-1 du CCP.

Les marchés complémentaires seront exécutés dans les conditions prévues au CCP du présent marché.

Pour des livraisons supplémentaires, il pourra être passé un avenant dans le respect des articles R. 2194-2 et R. 2194-3 du CCP.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

2.1 - Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses deux annexes :
 - Annexe n°1 - L'acte de sous-traitance ;
 - Annexe n°2 - Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU).
- Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses cinq annexes :
 - Annexe n°1 - Planning de l'opération (qui sera remis à jour au fil de l'opération par l'entreprise générale ; les modifications devront être prises en compte par le titulaire) ;
 - Annexe n°2 - Note de gestion acoustique réalisée par LASA ;
 - Annexe n°3 - Notice d'organisation de chantier ;
 - Annexe n°4 - Charte faibles nuisances de l'OPPIC ;
 - Annexe n°5 - Système informatique de gestion financière EDIFLEX des marchés de travaux.
- Les pièces graphiques de la Maîtrise d'œuvre ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE), simulation de commande non contractuelle et servant à l'analyse de la valeur économique des offres (document non-contractuel, servant uniquement à l'analyse des offres) ;
- Les bons de commande émis au titre du marché ;
- Le mémoire méthodologique du titulaire et les fiches techniques.

2.2 - Pièces générales non jointes

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est indiqué dans l'acte d'engagement.

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) issue de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Il sera fait application du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services de 2021.

3.1 - Caractéristiques générales

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que cette opération se déroule dans un site occupé et très sensible et que toutes les dispositions sont à prendre pour s'assurer du respect du règlement intérieur de cet Établissement, et éviter toutes perturbations qui risqueraient de gêner ses activités.

Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillage qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, le titulaire obtiendra tout accord préalable auprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques.
- b) L'exploitation normale du domaine public et des services publics.
- c) L'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels pendant la durée de l'opération toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- Bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.),
- Odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois, etc.),
- Poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc,
- Détritus divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux, stockés conformément à la réglementation en vigueur provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers,
- État défectueux des voies et accès, boues et gravois, au passage des engins et camions, tranchée pour canalisations,
- Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, le titulaire devra en référer au maître d'œuvre.

Les prestations devront répondre aux caractéristiques précisées dans le CCP et le BPU.

Les mobiliers proposés ne devront présenter aucun danger pour les utilisateurs sur le plan sanitaire ou sur la sécurité d'utilisation.

Les candidats sont informés de l'obligation, pour l'acheteur public d'acquiescer, au minimum sur le montant annuel (soit la durée de l'accord-cadre) de ses dépenses des mobiliers visés dans le BPU, 20 % de produits réemployés ou réutilisés (Décret 2021-254 du 9 mars 2021 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées).

L'acheteur public demande aux candidats du marché que soit renseignée la part d'utilisation de matières recyclées dans la fabrication des produits proposés. Une colonne est prévue à cet effet dans le BPU.

3.2 - Correspondant désigné par le titulaire / l'Oppic

Afin de faciliter l'exécution des prestations et le suivi du marché, le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur privilégié et à fournir les coordonnées précises de la personne qui aura la charge du présent marché (Nom, adresse, n° de fax, n° de téléphone, téléphone portable professionnel, mail...).

Cette personne devra être facilement joignable pendant les horaires de travail par le pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Tout changement d'interlocuteur privilégié durant l'exécution du présent marché ou accord-cadre devra être notifié au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le pouvoir adjudicateur désigne comme principal référent pour l'accord-cadre :

Mme Taix : c.taix@oppic.fr et Mme Christien : l.christien@oppic.fr.

3.3 - Obligation de discrétion et de confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché ou accord-cadre, aura reçu du pouvoir adjudicateur, communication à titre confidentiel de renseignements ou documents, sera tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne devra divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou accord-cadre ou qui pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Il devra sans délai avertir le pouvoir adjudicateur de toute violation de l'obligation de confidentialité. Il s'engage également à faire prendre le même engagement par son personnel affecté au marché ou accord-cadre.

En cas de non-respect par le titulaire ou ses agents des obligations résultant du présent article, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché ou accord-cadre sans ouvrir droit, au profit du titulaire, à quelques dommages intérêts que ce soit au titre de l'indemnisation du préjudice éventuellement subi.

Aussi, dans le cadre des relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

3.4 - Conditions et délais de livraison / d'exécution et de remise des documents.

Les règles d'accès au site sont définies par les services internes et doivent être strictement respectées.

Personnel :

Le titulaire fournira pour son personnel affecté à l'opération, ainsi que pour ses sous-traitants et prestataires extérieurs, une liste complète du personnel intervenant ou pressenti à intervenir sur le site. Cette liste est à transmettre au Maître d'ouvrage minimum trois semaines avant le démarrage des travaux et avant toute intervention ponctuelle sur place.

Le personnel permanent agréé se verra attribuer un badge nominatif avec photo d'identité pour la durée des travaux. Les badges sont remis par le logisticien de l'entreprise générale. La circulation avec le badge en dehors de ces enceintes est strictement interdite. Le titulaire devra s'assurer, auprès du Maître d'ouvrage, que toutes les personnes ayant accès au chantier ont été inscrites et agréées. En cas de refus d'agrément l'entreprise devra être en mesure de procéder aux remplacements nécessaires et de qualifications équivalentes.

Véhicules :

Concernant les véhicules, le titulaire fournira une liste indiquant la marque de véhicule et son immatriculation.

Cette liste comprendra également les références et immatriculation des véhicules appelés à rentrer dans les enceintes du site ou à stationner aux abords.

La livraison des fournitures sera faite dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS avec remise d'un bon de livraison.

Les fournitures seront livrées FRANCO DE PORT ET D'EMBALLAGE sur le lieu de livraison indiqué dans le bon de commande. Les lieux de livraison seront stipulés sur chaque bon de commande.

Le titulaire devra livrer de préférence en une seule fois l'ensemble des équipements avec les accessoires objets du bon de commande.

Il appartient au titulaire de prendre connaissance au préalable des contraintes de livraison et de prévoir les moyens nécessaires pour une livraison quel que soit le lieu, l'étage ou les quantités ; et permettre ainsi d'assurer les prestations commandées en toute sécurité. En aucun cas, le titulaire pourra se prévaloir d'une contrainte pouvant avoir un impact sur les conditions de livraison des fournitures commandées et leur prix.

Il mettra en place, dans la mesure du possible et si nécessaire, les moyens appropriés pour la protection des espaces communs, mobiliers et équipements déjà sur place.

Le titulaire prendra également à sa charge la protection des sols et des murs dans tous les locaux où il sera amené à intervenir. Toute dégradation constatée à la suite de son intervention sur ses mobiliers, les ouvrages ou mobiliers déjà en place lui sera imputable.

Le titulaire s'engage à fournir, au plus tard à la livraison, toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et à un fonctionnement correct des articles livrés ou tout élément éventuel rectificatif sans suppléments de prix.

Les matériels livrés devront être conformes au catalogue, devis ou toute documentation technique produite dans l'offre.

3.4.1 - Délais et lieux de livraison

Le délai de livraison devra être au plus rapide et devra être inscrit sur le bon de commande.

Pour les délais contractuels, se référer à l'article 1.1 du présent CCP.

Les livraisons seront effectuées, suivant les indications des bons de commandes à l'adresse suivante :

Opéra National de Paris
Site de l'Opéra Bastille
120 rue de Lyon
75012 Paris

3.4.2 - Périodes de livraisons

Un mois au minimum avant les livraisons, l'entreprise sera convoquée en réunion de chantier avec les intervenants (CSPS, pilote interface-acoustique, MOE). Ces réunions doivent être prise en compte dans le chiffrage de l'offre.

Un ou des points avec le CSPS, et éventuellement l'Opéra National de Paris seront faits pour des raisons de prévention au sein de ce bâtiment en activité.

Le titulaire du marché devra se rapprocher des services de l'Opéra National de Paris pour l'organisation de ces livraisons et être en lien avec l'équipe chantier (tenue du planning par l'entreprise générale).

Elles s'effectueront en horaires décalés par rapport au fonctionnement du site (avant 9h ou après 18h en semaine ou le weekend), conformément à la notice d'organisation de chantier (NOC) en annexe n°3 au CCP et en lien avec le planning chantier mis en place par l'entreprise générale et suivi par le pilote interface-acoustique.

3.4.3 - Prolongation du (des) délai(s) de livraison

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG-FCS sont seules applicables.

3.4.4 - Dérogation au principe d'exclusivité du titulaire

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer dans les délais impartis les prestations qui sont confiées, il devra en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur dès la commande, et soumettre en même temps à l'appréciation de celui-ci les justifications et les dispositions qu'il envisage de prendre. Ce signalement notifié par écrit (courrier électronique avec accusé de réception ou lettre recommandée avec accusé de réception).

Si le titulaire est dans l'incapacité de fournir l'équipement souhaité car non disponible dans son catalogue, il en avisera par écrit. L'acheteur public pourra commander chez un autre fournisseur ce mobilier sans que le titulaire puisse s'y opposer.

3.4.5 - Délais service après-vente (SAV)

Dans le cadre du service après-vente, les interventions devront être effectuées :

- Sous 48h maximum pour procéder au constat d'un défaut sur un équipement, délai estimé à compter de la réception par le titulaire de la notification de ce constat.
- Sous 48h maximum pour procéder à toutes réparations après constat du défaut,
- Sous 48h maximum ouvrés pour le remplacement éventuel de pièces.

3.5 - Entretien et maintenance

La maintenance des équipements devra être facile : montages et démontages rapides et sans interventions systématiques d'un personnel qualifié.

L'entretien et nettoyage des équipements, devront pouvoir se faire avec des produits couramment utilisés dans le commerce.

La qualité de fabrication et de montage des éléments entre eux devra permettre le déplacement des équipements sans occasionner de dégradations des produits dans le temps.

En outre, une liste de pièces détachées des équipements listés au BPU avec tarifs unitaires, devra être jointe à l'offre du candidat dans l'hypothèse d'une casse ou dégradation des équipements à la charge de l'Entreprise Générale ou de besoins complémentaires tels que :

- Eléments de connectiques encastrées ;
- etc.

3.6 - Installation et montage

Le titulaire assurera l'installation, le montage, le raccordement et le réglage des capteurs acoustiques et vibratoires, avec reprise et élimination des emballages sans supplément de rémunération. Le titulaire aura à sa charge le raccordement de ces équipements et du paramétrage de l'interface de suivi des données.

Il procédera aux réglages et à la formation auprès des utilisateurs de chaque équipement.

Celle-ci sera programmée avec le pilote interface-acoustique en charge du suivi des alertes et des données transmises et sera réalisée dans le strict respect des locaux et des installations existantes. Son personnel observera une discrétion absolue tant vis-à-vis du personnel.

Le titulaire s'assurera de son bon fonctionnement en présence du représentant du pouvoir adjudicateur.

Une fois installés, les capteurs acoustiques et vibratoires devront être en parfait état de propreté.

Pour chaque capteur endommagé ou à remplacer, un constat sera effectué en présence de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre et du pilote interface-acoustique. L'entreprise générale en charge des travaux sera également conviée si elle est responsable de la dégradation.

3.7 - Pénalités

Les pénalités définies ci-dessous sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG – FCS, le titulaire ne sera pas exonéré du paiement des pénalités dont le montant total serait inférieur à 1000 €.

Par dérogation à l'article 14.1.2, le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités encourues, sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur établira un décompte des pénalités, le cas échéant, par bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités ci-dessous sont applicables dans les conditions rappelées ci-dessous, sans mise en demeure préalable.

3.7.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard journalières seront calculées par application de la formule suivante :

- Montant de la pénalité = (5 % du montant total HT du bon de commande) X (nombre de jours de retard),

dès lors que les délais contractuels de livraison ne seront pas respectés, et ce, sans mise en demeure préalable.

Outre les dispositions de l'article 32 du C.C.A.G. F.C.S., et au cas où le retard dans l'exécution des prestations du fait du titulaire atteindrait trois (3) jours, la commande pourrait être résiliée de plein droit et aux torts du titulaire ; le pouvoir adjudicateur passerait dans ces conditions une commande de substitution à une autre entreprise spécialisée de son choix aux frais et risques du titulaire défaillant.

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes du titulaire.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA. Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-FCS, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

3.7.2 - Pénalités pour mauvaise exécution

Les pénalités suivantes pourront être appliquées, par manquement constaté :

- Pour le non-respect répété (dès le 2^{ème} constat) des conditions de livraison (prise de rendez-vous, horaires, lieu de livraison, etc.) : 5000 € ;
- Pour la non-conformité des caractéristiques et normes : 500 € en sus du rejet de la commande par mobilier/produit ;
- Pour non-respect répété (dès le 2^{ème} constat) des clauses du présent CCP autres que celles visées par les pénalités précédentes (exemple : facturations ne respectant pas l'obligation des mentions listées à l'article 4.2.2 et suivant, non-respect des modalités d'établissement d'un devis, etc.) : 500 € et ce, sans mise en demeure préalable.

3.7.3 - Pénalités applicables en cas de non-respect de l'article L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail (travail dissimulé)

Des pénalités seront infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail. Le montant des pénalités est égal à 10 % du

montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224- 5 du Code précité.

Si le pouvoir adjudicateur est informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du Travail, il demande aussitôt au titulaire de faire cesser cette situation. Le pouvoir adjudicateur transmet, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informe d'une absence de réponse. A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer les pénalités prévues ci-dessus ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 4 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES SERVICES – VARIATIONS DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

4.1 - Contenu des prix – Règlement des comptes

4.1.1 - Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA. Les montants seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différente, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Le prix rémunérant les prestations du marché comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG FCS les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures, ainsi que tous les frais afférents tels que :

- La fabrication en usine ou en atelier ;
- Le conditionnement ;
- L'emballage (protection des capteurs jusqu'à la réception) ;
- Le stockage ;
- La manutention ;
- L'assurance ;
- Le transport jusqu'au lieu de livraison ;
- La livraison (frais de levage et d'approvisionnement sur site) ;
- L'installation ;
- Le raccordement des équipements ;
- L'enlèvement des protections et le nettoyage des capteurs ;
- Le remplacement des fournitures défectueuses ;
- La formation à l'utilisation du matériel ;
- La garantie technique (cf. : article 9 du présent CCP) ;
- Tout frais afférent à l'exécution de l'accord-cadre.

En sus du prix unitaire HT sera appliqué le montant de l'éco-contribution.

4.1.2 - Montant de l'accord-cadre

Sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 défini à l'article 2 de l'acte d'engagement, le montant des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est celui qui résulte des bons de commande émis en fonction des besoins par application des prix unitaires et forfaitaires dont le libellé est détaillé dans le bordereau de prix unitaires (annexe 1 du présent AE).

Le présent accord-cadre est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 142 000,00 € HT.

Facturation électronique :

Le règlement des comptes est mis en œuvre dans les conditions fixées aux articles 11 et 12 du CCAG-FCS en tenant compte des dérogations mentionnées ci-après.

La date de réception de la demande de paiement effectuée par le titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du Code de la commande publique.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 rend obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de facturation à destination des établissements publics, l'Etat et les collectivités territoriales.

Par dérogation aux dispositions aux dispositions de l'article 11 du CCGA-FCS, la gestion des décomptes pour le titulaire est assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, celui-ci prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS PRO dans les conditions fixées à l'annexe n°5 du présent CCP. Un paramétrage doit être mis en œuvre au préalable.

Modalités applicables à toutes les catégories d'entreprises :

Les sommes dues seront réglées dans les conditions fixées aux articles 11 et 12 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG – FCS, le pouvoir adjudicateur ne notifiera pas au titulaire le montant de la somme à régler. Le paiement (y compris le mandatement) sera effectué à 30 jours à compter de la réception de la facture, par la personne publique suivant les dispositions de l'article R 2192-10 du code de la commande publique.

En cas de dépassement du délai de paiement, et sauf suspension du délai intervenue, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, à des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage et à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (40 €). Si l'envoi de la facture ou de la demande d'acompte est adressé en un autre lieu, il ne sera pas tenu compte dans le calcul du délai global de paiement du temps nécessaire à la transmission de la facture au service concerné.

4.2 - Type de prix et modalités de variation des prix - Contenu des prix

4.2.1 - Mois d'établissement des prix

Le prix figurant au bordereau des prix unitaires seront réputés établis aux conditions économiques du mois zéro (M0) indiqué dans l'acte d'engagement.

4.2.2 - Types de prix Modalités du règlement des comptes du marché ou accord-cadre

L'accord-cadre est traité à prix unitaire sur la base des prix unitaires dont le détail figure au BPU.

4.2.3 - Modalités de variation

Les prix sont **révisables** selon la formule :

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_o [0,15 + 0,85 (I_{m-4}/I_{m0-4})]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé ;
- P_o est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;
- Au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant (I_{o-4}) aux paramètres pour le mois antérieur de 4 mois au mois zéro ;
- Au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices à une date antérieure de 4 mois au mois d'exécution des prestations (I-4).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à P_o arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

L'indice retenu pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs du coût de la prestation est l'index ingénierie I (base 100 en janvier 2010) publié au Bulletin Officiel du Ministère chargé de l'Équipement ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée :

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur, au moment du fait générateur.

ARTICLE 5 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Retenue de garantie

Le présent accord-cadre ne prévoit pas de retenue de garantie.

5.2 - Avance

En application de l'article R. 2191-3 du code de la commande publique, le présent accord-cadre est concerné par l'avance obligatoire.

L'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS s'applique.

Une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

5.3 - Acomptes sur approvisionnements

Sans objet.

ARTICLE 6 - VÉRIFICATIONS ET ADMISSION

6.1 - Opérations de Vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison conformément aux articles 27, 28 du CCAG FCS, par un représentant du pouvoir adjudicateur ou le pilote interface-acoustique ou un représentant de la maîtrise d'œuvre.

Pour les vérifications ne pouvant s'effectuer au moment de la livraison, le délai est de 20 jours ouvrés par dérogation à l'article 27 du CCAG-FCS.

6.2 - Admission

L'admission est prononcée par la personne responsable du marché ou son délégataire habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G. – FCS.

6.3 - Réfaction

En application de l'article 30.3 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché ou accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations.

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

Le candidat pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. C'est au candidat qu'il reviendra de déclarer son ou ses sous-traitants auprès du pouvoir adjudicateur au moment de la remise des offres ou en cours d'exécution du marché ou accord-cadre. L'intervention du sous-traitant ne pourra démarrer qu'après son acceptation impérative par le pouvoir adjudicateur. Pour cela, le candidat ou titulaire suivant l'avancée de la procédure, remettra au pouvoir adjudicateur conformément à l'article R 2193-1 du code de la commande publique, un acte de sous-traitance qui précisera :

- La nature des prestations dont la sous-traitance est envisagée,
- Le montant des prestations sous-traitées.
- La dénomination et la qualité des sous-traitants.
- Les conditions de paiement des prestations sous-traitées.
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant Le titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés par l'article R 2193-1 du CCP :
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du Travail ;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

Si le montant de la sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le paiement se fera directement au sous-traitant. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'OPPIC.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi

qu'au titre de sa responsabilité professionnelle en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

ARTICLE 9 - NATURE DES DROITS ET OBLIGATION

9.1 - Garantie Technique

Le Titulaire garantit la personne publique contre les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et de tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des fournitures faisant l'objet du présent marché. Si la personne publique est victime d'un trouble dans la jouissance des fournitures livrées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser. Les conditions de garantie des fournitures sont les suivantes :

- Le matériel est garanti pièces et main d'œuvre, intervention sur site ou retour en usine, contre tout défaut de matière ou vice de fabrication, pendant deux ans minimums à compter de la date d'admission.
- Les produits présentant un vice caché au sens de l'article 1641 du Code Civil seront restitués au titulaire qui devra les remplacer dans un délai de 10 jours.

9.2 - Maintenance et Evolution Technologique

Sans objet.

ARTICLE 10 - MARCHANDISES / FOURNITURES REMISES AU TITULAIRE

Aucune marchandise appartenant au pouvoir adjudicateur ne sera remise au titulaire.

ARTICLE 11 - GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 12 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU STADE DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ OU ACCORD-CADRE

Le cocontractant fournira tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents suivants :

- Extrait Kbis ou équivalent datant de moins de 3 mois,
- Attestation URSSAF de vigilance (effectif, masse salariale, cotisations), datant de moins de 6 mois,
- Attestation DGFIP de régularité fiscale (déclarations de résultat et TVA, paiement TVA, impôt sur revenus ou impôts sur les sociétés), pour l'année précédente,
- En cas de redressement judiciaire, jugement du Tribunal de Commerce,
- Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, en cours de validité. Concernant l'attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D 8222.5.1° du code du travail), l'attestation sur l'honneur doit être produite tous les six mois, sauf si, compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, cela conduit à représenter une attestation déjà fournie par le titulaire du marché.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, la personne publique pourra résilier le marché ou accord-cadre aux torts de celui-ci, après mise en demeure restée infructueuse assortie d'un délai d'exécution fixé par le pouvoir adjudicateur. L'arrêté du 31 janvier 2003 fixe la

liste des administrations et organismes compétents ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales pouvant donner lieu à délivrance du certificat.

ARTICLE 13 - DROITS ET LANGUES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents. Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 14 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

14.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le pouvoir adjudicateur décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à trois pour cent (3%).

14.2 - Non-production des documents mentionnés à l'article D. 8222.5 du code du travail

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222.5 du code du travail. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

14.3 - Non-production des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail

A défaut de correction des irrégularités mentionnées à l'article 11 du présent CCP et en application de l'article L. 8222-6 du Code du Travail, le pouvoir adjudicateur peut, après en avoir informé le l'agent auteur du signalement des irrégularités, rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

14.4 - Non-production de la déclaration de détachement de salariés prévues à l'article L.1262-2.1 du Code du travail et conséquences

A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant une copie de la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2.1, le maître d'ouvrage, doit faire, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation. En application de l'article L 1262.4.3 du code du travail, le maître d'ouvrage informé par écrit par l'un des agents de contrôle mentionnés à l'article L. 8271-1-2 du même code, du non-paiement partiel ou total du salaire minimum légal ou conventionnel dû au salarié détaché au sens de l'article L. 1261-3, par son cocontractant, par un sous-traitant direct ou indirect ou par un cocontractant d'un sous-traitant, enjoint aussitôt, par écrit, à ce sous-traitant ou à ce cocontractant, de faire cesser sans délai cette situation. A défaut de régularisation de la situation signalée dans le délai fixé par décret, le maître d'ouvrage résilie le contrat de prestations avec le cocontractant.

14.5 - Non-respect des obligations de discrétion et de confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, aura reçu du pouvoir adjudicateur, communication à titre confidentiel de renseignements ou documents, sera tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication. Il ne devra divulguer aucune information qui résulte

de l'exécution du marché ou qui pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci. Il devra sans délai avertir le Pouvoir adjudicateur de toute violation de l'obligation de confidentialité. Il s'engage également à faire prendre le même engagement par son personnel affecté au marché. En cas de non-respect par le titulaire ou ses agents des obligations résultant du présent article, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché sans ouvrir droit, au profit du titulaire, à quelques dommages intérêts que ce soit au titre de l'indemnisation du préjudice éventuellement subi. Aussi, dans le cadre des relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018. 3.4 - Établissement du projet de règlement de fonctionnement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT).

14.6 - Autres cas de résiliation

Les stipulations du CCAG – FCS relatives à la résiliation du marché sont applicables (articles 38 à 42).

14.7 - Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

ARTICLE 15 - LITIGES

Le tribunal administratif compétent pour tous différends et litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution du marché est le :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75004 Paris

Toutefois, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable (CCRA).

ARTICLE 16 - DEVOIR DE CONSEIL

Préalablement à l'exécution, le titulaire pourra être sollicité pour réaliser une étude portant sur l'adéquation des fournitures ou des prestations au besoin ainsi que sur la bonne utilisation des produits en vertu de son devoir de conseil. Le pouvoir adjudicateur n'est pas lié par l'avis émis, lequel ne donne pas lieu à facturation par le titulaire et paiement à son profit.

ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, le présent CCAG ne récapitule pas les articles du CCAG-FCS auxquels il déroge.